

DJIBOUTI : LA PLATEFORME PANAFRICAINNE EXIGE LA LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES ET LE RESPECT DES DROITS DE L'OPPOSITION POLITIQUE

Dans la suite logique de sa volonté de "Présidence à vie", le président djiboutien, Ismaël Omar Guelleh, après avoir modifié la constitution en octobre 2010, brigue, quoi qu'il en coûte au peuple djiboutien, un quatrième mandat.

Le contexte sécuritaire international particulièrement tendu de ces dernières semaines suite à différents attentats terroristes a été le prétexte de la prise d'un décret en date du 25 novembre 2015 instaurant l'Etat d'urgence à Djibouti. Après avoir pris le soin d'exclure les députés de l'opposition du "débat parlementaire" et même de l'hémicycle, une loi a été adoptée manu militari ce 30 décembre 2015 par une "assemblée nationale" soumise à l'Exécutif djiboutien.

Cette manoeuvre politicienne traduit la volonté de Ismaël Oumar Guelleh de mettre au pas et dans les rangs tous les citoyens djiboutiens considérés comme "contestataires", de museler l'opposition et d'empêcher toute possibilité d'envisager une alternative politique à son régime dictatorial.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la récente escalade répressive contre les leaders, les militants et les sympathisants de l'opposition politique djiboutienne, regroupée au sein de l'Union pour le Salut National (USN). Comme en attestent les faits graves suivants :

* la police a tiré à balles réelles le lundi 21 décembre sur les participants d'une réunion privée dans la ville de Balbala, en périphérie de Djibouti ville, provoquant vingt-cinq morts et près de 150 blessés. Les personnes visées étaient les membres de la communauté Issa/Yonis Moussa venus célébrer une cérémonie culturelle,

* Le même jour, Abdourahman Mohamed Guelleh dit TX, secrétaire général de l'USN, a été arrêté au cours d'un assaut sanglant mené au domicile du délégué de l'USN aux relations extérieures où se tenait la réunion du haut conseil de l'USN et a ensuite été torturé avec d'autres militants de l'USN, avant d'être incarcéré à la prison de Gabode,

* Le président de l'USN Mr Ahmed Youssef Houmed a été gravement blessé et souffre d'une fracture au col du fémur, l'ancien ministre Mr Hamoud Abdi Souldan et le député USN Saïd Houssein Robleh ont également été blessés au cours de l'assaut. Ils sont depuis lors tous les trois hospitalisés à l'hôpital militaire français Bouffard. Aux dernières nouvelles, deux des trois blessés ont été sortis de l'hôpital

pour être interrogés par la police. Par la suite, l'un a été placé en liberté provisoire et l'autre emprisonné. Le troisième blessé, Monsieur Ahmed Youssouf Houmed, président de l'USN, entame sa convalescence à l'hôpital après une opération du col du fémur.

Assuré de l'impunité de ses actes liberticides grâce à la connivence de son régime avec les puissances étrangères (France, Etats Unis, Japon, Chine) qui y font prospérer leurs intérêts (à travers notamment l'installation de bases militaires), le président djiboutien renie ainsi les termes de l'accord-cadre signé avec l'opposition le 30 décembre 2014 portant sur des "réformes démocratiques" qui prévoient, entre autres, la mise en place d'une Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et l'adoption d'un statut de l'opposition politique djiboutienne.

C'est ce qui explique qu'actuellement, seul le département d'État américain ait condamné le gouvernement djiboutien sur le massacre de Buldhuqo et demandé la libération immédiate des militants et dirigeants USN arrêtés.

En vue de stopper cette escalade répressive et de contribuer à rétablir un ordre respectueux des droits humains à Djibouti, La Plateforme Panafricaine, élève une vive protestation contre tous les actes barbares perpétrés par le régime du président Ismaël Oumar Guelleh à l'encontre des opposants djiboutiens et demande instamment à l'Union africaine de s'impliquer plus activement en vue de faire appliquer l'accord-cadre sur les réformes démocratiques signé le 30 décembre 2014 entre l'opposition et le gouvernement djiboutien.

Pour la Plateforme Panafricaine

Le Bureau Exécutif

Fait à Paris, le 31 décembre 2015.